

Formes traditionnelles, formes nouvelles de l'engagement politique des jeunes femmes en contexte de transition

LE CAS DE LA TUNISIE



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

MARYAM BEN SALEM

Formes traditionnelles, formes nouvelles de l'engagement politique des jeunes femmes en contexte de transition

LE CAS DE LA TUNISIE

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Projet : Young women and political participation : institutional and informal mobilization paving the way to future actions

Equipe de recherche :

Maryam Ben Salem

Chercheure Principale et auteure de l'étude

Azza Chaabouni

assistante de recherche

Lilia Ben Salem

conseillère sénior

Giorgia DePaoli

Coordinatrice du Projet

Supervision du projet

Dr. Soukeina Bouraoui : directrice exécutive du CAWTAR

Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche - CAWTAR
B.P. 105 1003 Cité El Khadra Tunis- Tunisie

Cette publication a été réalisée avec le soutien du Centre de Recherches pour le Développement International de Ottawa, Canada

www.cawtar.org

©CAWTAR 2013 Tous droits réservés

ISBN : [...]

Juillet 2013

Révision : Imen Trabelsi

Mise en page et graphisme de la couverture : Noway Studio

Impression : Imprimé en Tunisie

Introduction

En libérant le champ de participation, la «révolution du 14 janvier 2011»¹ a entraîné un regain d'intérêt pour les recherches portant sur la politique et sur les rapports que les citoyens y entretiennent- en particulier la jeunesse, longtemps perçue comme complètement dépolitisée et repliée sur la sphère privée. La révolution a en effet changé la représentation selon laquelle les jeunes ne s'engagent pas dans la vie politique, montrant qu'ils s'y intéressent mais de manière différente. Il va sans dire que l'autoritarisme du régime béaliste a affecté le degré d'engagement en augmentant les coûts de la participation (risques pris en s'engageant dans des activités protestataires) et en impliquant un rejet de la politique. Le changement dans la structure des opportunités politiques qui s'est produit depuis la révolution (nouveau contexte de la transition démocratique) a relativement augmenté les possibilités de participation.

Les jeunes participent-ils alors davantage qu'avant la révolution ? Privilégient-ils d'autres formes de participation/ engagement à l'adhésion partisane ? Leurs pratiques politiques et leurs représentations du politique dénotent-elles d'une crise du système de représentation ?

Cette étude, initiée par le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche –CAWTAR et financée par le Centre de Recherches sur le Développement International –CRDI- se propose de répondre en partie à ces interrogations en focalisant sur une catégorie particulière : les femmes. Le fait qu'il s'agisse expressément de jeunes femmes dans cette recherche a pour principale justification la persistance d'une faible représentation des femmes, et a fortiori jeunes dans la politique.

¹ Cette appellation est contestée par certains (chercheurs, acteurs de la société civile, les citoyens ordinaires), mais nous préférons toutefois l'utiliser par commodité. L'objet de l'étude n'est pas d'entamer une réflexion autour de la pertinence de cette expression.

Hypothèses

Nos observations préliminaires nous ont amené à formuler une hypothèse selon laquelle les jeunes femmes ne s'engagent pas dans la vie politique, malgré l'accroissement de leurs compétences scolaires et la réduction des risques liés à l'engagement à cause d'une perception négative de la politique et plus spécifiquement de la démocratie représentative.

Le repli des jeunes sur les activités associatives ou bien les mobilisations protestataires sporadiques plutôt que de voter ou de s'adhérer à une organisation partisane serait ainsi le résultat de deux facteurs : l'âge et la nature de l'offre politique. Il s'agira ici d'examiner dans quelle mesure le contexte de transition aurait-il concilié les jeunes avec la politique après 23 années d'autoritarisme (parti au pouvoir dominant la scène politique et de surcroît clientéliste, partis politiques satellitaires, espaces d'expression politique fortement contrôlés par l'Etat etc.).

C'est une vision négative du système politique en général, et plus spécifiquement de la démocratie représentative qui façonne le choix de la participation politique. La nature de l'offre politique (transition démocratique VS l'autoritarisme) est un facteur parmi d'autres qui contribue à cette vision négative de la politique. Ceci nous amène à articuler entre eux: a) les effets de contexte (niveau macro) b) des propriétés sociales et culturelles des acteurs sociaux et leurs socialisations et expériences sociales différenciées (niveau micro) c) de l'organisation politique ou communauté d'appartenance (niveau méso) pour déterminer les différences dans les formes d'engagement politique.

La seconde hypothèse sur laquelle nous nous reposerons est que le type de participation des jeunes femmes aurait ses caractéristiques propres, qui le distingueraient de la participation des jeunes de sexe masculin. Ces particularités concernent aussi bien le type de participation et le degré d'engagement. Pour ce qui est du type de participation, il s'agira de savoir dans quelle mesure l'identité genre et la socialisation genrée, impliquant des représentations du champ politique/ militant fondée sur l'opposition masculinité/ féminité, façonnent les pratiques militantes des femmes et orientent leurs choix d'engagement. Quant au degré d'engagement, ça concernera la manière dont les femmes mobilisent leurs ressources et développent des stratégies de capitalisation pour évoluer dans un espace politique donné, tenant compte des obstacles qu'elles rencontrent en tant que femmes. Il s'agira également de questionner leurs rapports aux rétributions, qui favorisent la pérennisation de l'engagement dans le temps.

| Méthodologie

- Quarante et un entretiens approfondis semi-directifs ont été menés auprès d'un panel de femmes et d'hommes², qui nous ont permis de rendre compte des rapports différenciés au politique entre jeunes garçons et filles actifs dans la vie politique/ entre jeunes femmes et femmes seniors politiquement actives.

- Quatre focus groups ont également été organisés; deux focus groups ont été consacrés au cyber-activisme. Le premier, impliquant des cyberactivistes et des femmes actives dans la sphère traditionnelle, a eu pour but de définir cette pratique par rapport à la participation au sein de partis politiques ou d'associations. Le second, regroupant des cyberactivistes hommes et femmes et organisé une année après le premier, a tenté de suivre comment a évolué cette pratique un an après l'avènement de la révolution et d'interroger les discriminations fondées sur le genre dans cette sphère. Le troisième focus group a porté sur les relations hommes-femmes au sein des organisations partisans et le quatrième, qui porte sur les relations seniors-juniors, s'est intéressé à la question de transmission de savoir-faire et de savoir être politique intergénérationnel.

- L'observation de la cyber-activité sur Facebook de 12 cyberactivistes³ choisis en raison de leurs notoriétés (pas uniquement médiatique) et de la diversité de leurs profils contribue dans l'enrichissement du corpus. Il s'agit d'une observation in situ des débats, des commentaires des internautes sur les publications et statuts des cyberactivistes permettant de mieux saisir l'évolution des enjeux du cyber-activisme ainsi que les rapports entre acteurs.

- Une veille et une analyse des conversations et des publications sur Facebook⁴ relatives aux femmes politiques ont été menés ainsi que le suivi des comptes ou pages Facebook de certaines d'entre elles.

2 Nous avons choisi de donner des pseudonymes à nos enquêtées afin de préserver leur anonymat. Nous avons gradé les pseudonymes des cyberactivistes interviewées, sauf lorsque nous estimons que le pseudonyme est connu et risque de révéler l'identité de l'enquêtée.

3 Il s'agit de 6 femmes (Bent Trad, henda hendoud, Fatma Arabicca, Jolanare Jo, Massir Destin, Amira Yahyaoui) et de 6 hommes (Z, Azizi Amami, Hamdi Kaloutcha, Big Trap Boy, Kerim Bouzouita et Chut libre).

4 Notre choix a porté sur Facebook parmi la panoplie d'outils disponibles se justifie par la popularité plus importante qu'il a prise en Tunisie par rapport aux autres (Twitter, blogs, etc.). Nous avons pu observer à cet effet que même les cyberactivistes les plus notoires tendent à privilégier cet outil.

| Résultats de l'étude

L'émergence d'une nouvelle forme de participation politique : le cyber-activisme et l'activisme citoyen

L'étude a analysé les conditions d'émergence d'une pratique militante, qui apparaît comme étant le propre d'une jeunesse désenchantée de la politique. En la comparant à la participation traditionnelle, les logiques qui sous-tendent cette forme de participation (l'individualisme, la liberté d'expression, l'émancipation de la soumission à la hiérarchie, la subversion, le désintéressement) ont été mise au jour.

Il ressort de notre analyse que les pratiques des cyberactivistes relèvent du champ militant et non politique. Le cyber-activisme se caractérise par le rejet de la logique de recherche de l'autorité politique légitime du champ partisan en proclamant une logique du «militantisme pour le militantisme», et par conséquent la mise en place de «contre-pouvoirs»⁵. Le repli vers des pratiques citoyennes se cantonnant dans le registre de la protestation ne s'explique par seulement par un désenchantement et la nécessité de constituer un contre-pouvoir, nouvel impératif de préservation de la révolution. Ces pratiques répondent une conception éthique de la liberté et de l'individualité.

Le cyber-activisme constitue ainsi une mutation au niveau de la logique militante. Si l'on transpose le renouvellement au niveau des croyances religieuses à la sphère politique, l'on se rendra compte que nous assistons au même type de transformation. Tout comme l'apparition de religiosités «à la carte» traduit un affranchissement des communautés d'appartenance⁶, le cyber-activisme est un engagement sur mesure, dans lequel «la personne singulière se trouve impliquée, voire exhaussée⁷». Notre enquête nous permet en effet de constater que le choix du cyber-activisme répond à un besoin éthique de liberté et d'affranchissement du poids de la hiérarchie au sein des organisations partisans. Le cyber-activisme se caractérise en effet par l'inexistence d'une hiérarchie qui entrave la progression de la carrière militante, c'est un type de militantisme qui préserve l'autonomie de l'individu.

Ce changement au niveau de la conception du politique participe dans la remise en question de la démocratie représentative. Il existe des revendications liées à l'instauration d'une démocratie participative en Tunisie, mais elles restent jusque-là limitées à quelques initiatives, notamment Open Gov qui a été confrontée à la résistance des élus de l'Assemblée nationale constituante pour l'instauration de la transparence. Ou encore l'association al Bawsala, empêchée d'assister aux séances de l'assemblée, car elle a dénoncé l'absentéisme des élus.

Si nous ne sommes pas encore au point de trouver une solution à cette crise, il nous semble fondamental d'amorcer au moins une réflexion autour de ce problème. Si d'autres modèles démocratiques permettent de

5 Cécile Péchu «Les générations militantes à droit au logement», *Revue française de science politique*, 1/2001 (Vol. 51), p. 73-103.

6 Frédéric Lenoir, *Les métamorphoses de Dieu. Des intégrismes aux nouvelles spiritualités*, Paris, Plon, 2003,

7 Jaques Ion, «Interventions sociales, engagement bénévoles et mobilisation des expériences personnelles», in Jacques Ion et Michel Peroni, *Engagement public et exposition de la personne*, La Tour d'Aigues, Ed. de L'aube, 1997, p.81.

contourner les problèmes de la verticalité, de l'exclusion des profanes, du pouvoir, il n'en demeure pas moins qu'ils en soulèvent d'autres. Les expériences participatives dans bon nombre de pays, notamment en France, ont en effet montré que l'exclusion des profanes, problème particulièrement épineux de la démocratie représentative persiste⁸.

L'analyse de l'évolution du cyber-activisme post-révolution nous indique un processus de reproduction de l'exclusion des profanes du débat public. Si les citoyens ordinaires participent, la participation reste limitée à l'expression de leurs opinions, guidés en cela par des leaders d'opinion certes «désintéressés», mais éclairés. N'est-ce pas là une reproduction de la séparation élite-masse qui est au cœur de la dépossession des profanes par les professionnels du politique ?

Modalités différenciées d'entrée en politique / militance : la participation conventionnelle et le cyber-activisme

L'objectif du deuxième chapitre est d'analyser les modalités différenciées d'entrée en politique des jeunes femmes, en examinant à la fois les trajectoires des militantes au sein des structures traditionnelles de participation et celles de cyberactivistes. Il se propose d'analyser à la fois les systèmes de dispositions à l'engagement et à quel moment, dans quelles conditions et de quelle manière ces dispositions se traduisent par l'entrée effective en militance. Il s'agira donc de mettre au jour les modalités de transmission ou de formation des dispositions à l'engagement. Les différences entre ceux et celles qui choisissent l'engagement conventionnel et ceux et celles optant pour le cyber-activisme résident-elles dans des dispositions différenciées qui sont à l'origine de processus de socialisation et de subjectivation différentes ? Et tenant compte du fait que l'on s'intéresse dans cette étude spécifiquement aux jeunes femmes, il convient également d'interroger le poids des socialisations différenciées selon le sexe et l'âge sur les dispositions à l'engagement politique et militant et les formes variées que peuvent prendre ces engagements.

Il ressort de cette étude que l'entrée en militance n'est pas seulement favorisée par une socialisation politique et la transmission explicite de croyances, d'idéologies, de manière d'être et de faire. En l'absence de ressources héritées mobilisables dans le domaine politique/ militant, les enquêtées mobilisent des ressources acquises et construites dans le cadre d'expériences significatives. L'acquisition d'une culture politique, notamment, se fait souvent de manière indépendante, sous l'influence d'un camarade de classe ou d'un professeur, dans le cadre d'expérimentations de la participation démocratique au cours d'un séjour à l'étranger, ou encore de la participation aux luttes politiques au sein de l'université.

L'interprétation que font les enquêtées de leurs expériences (expériences de l'injustice, de l'exclusion politique ou sociale) font apparaître un processus de subjectivation dans lequel l'engagement militant est conçu comme une construction de soi, de création de ses propres règles lui permettant de résister à des pouvoirs disciplinants : la famille, la société ou l'Etat.

A ce titre, la socialisation sexuée apparaît comme un élément fondamental dans la création d'une appétence pour l'engagement militant. Des valeurs comme la confiance en soi, batailler pour ses droits, s'imposer, prendre la parole transmises ou encouragées par les parents sont perçues par les enquêtées comme étant soit typiquement masculines, soit des ressources nécessaires à acquérir pour pouvoir entrer dans cet univers «viril» dans lequel les hommes n'ont pas d'efforts à faire pour s'imposer ou être reconnus. Cette socialisation impacte considérablement les carrières militantes, en impliquant un rapport particulier aux rétributions et des stratégies militantes spécifiques.

L'analyse des différenciations au niveau du rapport au politique et à l'engagement entre générations différentes, montre clairement l'impact du contexte politique sur les probabilités d'engagement. Les cas des enquêtées engagées au cours des années 1960 et 1970 montrent le rôle des idéologies révolutionnaires comme marqueur générationnel et la valorisation sociale de l'engagement militant et de la prise de risque. Les enquêtées ayant évolué et grandi sous le régime Bénéaliste mettent en avant l'absurdité de cet engagement et leur perception de son inutilité dans un contexte où «il ne se passait rien» au niveau politique et où cela ne servirait à rien de militer. En outre, l'augmentation de la perception du risque lié à l'engagement, en particulier oppositionnel, conduit souvent au découragement des velléités de militantisme par les parents en raison du danger que ça représente.

Ressorts du maintien de l'engagement militant : conditions de la félicité et de l'échec des carrières militantes des jeunes femmes

La compréhension du maintien des investissements militants est une des questions cruciales à laquelle tente de répondre la sociologie de l'engagement. Les mécanismes mis au jour par les études portant sur les engagements militants sont nombreux : l'accès à un capital militant, social ou culturel, l'accès à des postes de pouvoir, la satisfaction tirée du sentiment d'accomplir son devoir, l'excitation de l'action collective et de la prise de risque, la solidarité groupale, l'attachement au groupe ou à une personne, les paris latéraux contractés qui rendent difficile le désengagement même en cas de conflit idéal. Le renforcement des investissements militants est également le produit de l'identification à un rôle ou un mentor, des mécanismes de sélection et d'assignation de compétences utilisées par le groupe politique d'appartenance.

Nous avons donc interrogé les mécanismes qui permettent aux militantes d'être prises dans le jeu tenant des coûts élevés du militantisme? Qu'est-ce qui peut amener une militante qu'elle soit membre d'un parti ou cyber-activiste à l'exit ou à la reconversion militante?

1. Les rétributions du militantisme

L'accès à des connaissances et à des savoir-faire n'est pas considéré comme une rétribution par la majeure partie des enquêtées. Il ressort de notre enquête que la confusion entre compétences politiques et compétences scolaires ou professionnelles est à l'origine de cette attitude. Cette confusion ne revient pas à un trait culturel propre à la classe politique tunisienne. Plusieurs facteurs entrent en jeu pour expliquer les différenciations au niveau du rapport qu'entretiennent les enquêtées à ce type de rétributions :

⁸ Catherine Neveu (Dir.), *Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives*, Paris, L'Harmattan, Collection Logiques Politiques, 2007.

Premièrement, l'origine sociale des militantes : la plus grande partie des enquêtées sont soit issues de la petite ou grande bourgeoisie, disposant d'un capital culturel institutionnalisé et accessoirement d'un capital culturel objectif, soit des transfuges de classe qui, d'origine populaire ont pu obtenir grâce à l'éducation un capital culturel institutionnalisé. Elles ne perçoivent donc pas le parti ou l'association comme une structure offrant une socialisation post-scolaire. Ce sont plutôt leurs savoirs scolaires et leurs savoir-faire professionnels qui sont mis à disposition du parti ou de l'association ;

- Deuxièmement, le moment de l'engagement : l'âge de l'enquêtée au moment où elle s'engage dans une structure politique et donc son niveau d'accomplissement scolaire apparaît comme une variable fondamentale dans le rapport à l'apprentissage et à la perception de l'accumulation d'un capital culturel comme rétribution du militantisme. Cette étude démontre l'importance du moment de l'engagement dans la détermination d'un rapport particulier à un certain type de rétributions, en l'occurrence, l'accès à un capital culturel, à fortiori lorsque la militante ne détient pas de ressources culturelles héritées. Lorsque l'engagement se produit à la fin des études, l'acteur social détient des compétences scolaires et culturelles professionnelles qu'il pense pouvoir mettre au service du parti ;

- Troisièmement, la transformation du contexte politique dans lequel a lieu l'engagement militant : on observe un intérêt de moins en moins accru pour la production idéologique qui était pourtant une des rétributions les plus importantes du militantisme dans les années 1960-1980. L'éclatement idéologique et l'effacement des frontières entre idéologies (parmi la pléthore de partis politiques, deux pôles gardent des idéologies très nettes : l'extrême gauche et l'islamisme), y sont certainement pour beaucoup. Mais c'est également l'urgence du moment de la transition et la logique de la compétition électorale qui a produit cette mutation. L'enjeu est de disposer d'un personnel politique en mesure de convaincre des populations hétérogènes sur le plan social et culturel, dont une bonne partie serait indifférente ou insensible à des argumentations idéologiques.

2. L'occupation de poste de permanent de parti et disponibilité biographique des femmes

La question de la conciliation entre vie publique et vie privée pour les femmes actives dans la sphère politique est devenue un fait établi. Le maintien des engagements militants se fait souvent au prix du délaissement d'autres sphères de la vie professionnelle, amoureuse, familiale. A cet égard, l'étude démontre que la professionnalisation de l'engagement militant réduit ainsi les contraintes liées à l'engagement en termes de budget financier et de budget temps, deux ressources indispensables et décisives dans le maintien des investissements militants. Pourtant, la majeure partie des enquêtées répugnent à l'idée de professionnalisation politique et lui préfèrent une conception du militantisme plus idéalisée «forme de participation active, non salariée, non orientée prioritairement vers l'obtention de profits matériels, et généralement présentée comme exemplaire puisque son intensité témoigne de l'importance et de la valeur qu'on peut accorder aux activités de l'organisation⁹» .

En effet, un des éléments les plus remarquables dans la vie politique en Tunisie est la rareté des postes de permanents de parti, perçus comme contraires au principe même du militantisme censé se fonder sur

le dévouement et le don de soi. Le traumatisme laissé par l'Etat prébendier de Ben Ali y est certainement pour quelque chose, mais c'est à notre sens surtout le cantonnement de l'opposition dans une situation de précarité économique et politique qui a maintenu les partis dans une logique oppositionnelle. La valorisation sociale de la logique du militantisme désintéressé conduit à la dénégation de ce type de rétributions du militantisme.

3. Prise de parole et prise de décision des femmes

L'acquisition de savoirs et de connaissances proprement politiques ou culturels apparaît chez la majeure partie des enquêtées comme secondaires par rapport à l'accès à la prise de parole et la prise de décision rendu possible par l'engagement, qui sont les formes de rétributions les plus admises, et constituent des motivations importantes du militantisme.

La prise de parole publique est souvent vécue comme un moment de libération d'un potentiel, d'affirmation de soi ou encore comme une expérience à travers laquelle l'enquêtée parvient à s'imposer dans un univers qu'elle perçoit comme étant exclusif aux hommes, où les chances qu'à une femme d'être prise au sérieux par ses pairs sont plus faibles. Pourtant, toutes les enquêtées sans exception aucune font part des difficultés en tant que femmes à ce que cette prise de parole soit reconnue par leurs pairs, en l'occurrence les hommes. Elles doivent disposer de compétences hors du commun pour pouvoir s'imposer, alors que pour un homme il lui suffit d'exister. Les enquêtées ne doutent généralement pas de leurs compétences, estimant que sur ce plan elles n'ont rien à envier aux hommes. Les obstacles à la prise de parole et à la prise de décision identifiés par les enquêtées sont liés au genre et à la jeunesse. On concède volontiers à un homme politique le droit à la prise de parole et on le refuse aux femmes. Par ailleurs, le poids des charges qui pèsent sur elles conduisent souvent à leur exclusion des sphères de prise de décision.

4. Reconnaissance de la prise de parole des femmes en politique à travers le prisme de la visibilité médiatique

Les obstacles à la prise de parole et à la prise de décision ont une incidence directe sur la visibilité médiatique des femmes politiques. Le monitoring des médias montre que la femme politique tunisienne souffre d'un manque de visibilité dans les médias traditionnels et les médias sociaux et son image est affectée par des stéréotypes de genre qui influent sur la reconnaissance de son statut d'actrice politique. Cette invisibilité est généralement interprétée comme une forme de discrimination due à une exclusion des femmes politiques de la scène médiatique par les professionnels des médias. On constate pourtant que les causes de l'invisibilité sont beaucoup plus complexes et qu'elles sont en partie dues à la femme politique elle-même. L'analyse de la visibilité médiatique des femmes politiques nous a permis de mieux examiner ce rapport à la reconnaissance. La quête de reconnaissance se traduit-elle par des revendications de reconnaissance et de visibilité ? Pas forcément. Le déni de reconnaissance que nous abordons à travers le cas de l'injure sexiste donne-t-il lieu à des stratégies de visibilité et de contournement de ces obstacles ? La réponse est non. Ces observations appellent donc plusieurs interrogations qui mériteraient à notre sens d'être approfondies: brimées dans leur quête de reconnaissance par les discriminations fondées sur le genre, les militantes se retournent-elles vers le terrain et la population pour y puiser la reconnaissance qui leur est déniée, ou bien s'agit-il d'un trait propre aux femmes qui reproduisent à travers ce rapport au militantisme les rôles socialement attribués aux femmes : l'écoute et le don de soi ?

9 Jacques Lagroye, *Sociologie politique*, Paris, PFNSP & Dalloz, 2002, p. 244.

5. Le mentorat

L'examen des relations mentoriales démontre l'importance, dans certains cas, de cette relation dans le passage à l'acte et dans l'imposition de vocations militantes. Cela dit, nous avons pu observer la quasi-absence de ce type de relations, aussi bien dans le cadre du militantisme traditionnel que dans le cadre du cyber-activisme. A la figure du mentor se substitue celle de modèle avec lesquels les enquêtées entretiennent des relations d'égal à égal et dont l'influence se manifeste davantage au niveau de la transmission de valeurs que dans la transmission de savoir-faire.

